

BE-A0521_716273_800132_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Lesterny, Dépôt 2016, 1822-1977 (1980)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Commune de Lesterny (1795-1823).....	9
Commune de Lesterny (1907-1977).....	9
Compétences et activités.....	11
Organisation.....	12
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	14
Contenu et structure.....	15
Contenu.....	15
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	15
Finances et fiscalité.....	15
Patrimoine.....	16
État civil.....	16
Population.....	16
Élections.....	17
Affaires militaires.....	17
Travaux publics.....	18
Enseignement.....	18
Bienfaisance ou assistance publique.....	18
Culte.....	18
Sélections et éliminations.....	19
Accroissements/compléments.....	19
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	23
I. Généralités.....	23
A. Conseil communal.....	23
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
C. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (" de commodo et incommodo ").....	23
D. Correspondance générale.....	23
5 - 10 Registres indicateurs de la correspondance. 1939-[1964].....	23
E. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	24
II. Organisation et personnel.....	25
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	25
1. Fusion.....	25
2. Classification des communes.....	25
3. Coopération intercommunale.....	25
B. Organisation et membres des organes politiques.....	25
1. Conseil communal.....	25
16 - 20 Procès-verbaux d'installation de conseillers communaux et de	

nomination d'échevins. 1946-1971.....	25
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	26
3. Bourgmestre.....	26
C. Gestion des archives.....	27
D. Personnel des services.....	27
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	27
35 - 40 Dossiers relatifs aux allocations accordées aux agents communaux. 1946-1975.....	27
2. Dossiers du personnel.....	28
45 - 47 Dossiers relatifs à la pension d'agents communaux ou de leur conjoint survivant. 1930-1975.....	28
48 - 49 Dossiers individuels du personnel communal. 1947-1976.....	28
51 - 55 Dossiers individuels d'enseignants. 1954-1976.....	29
III. Patrimoine.....	30
57 - 58 Pièces relatives à la location de la chasse dans les bois et terrains communaux. 1909-1969.....	30
60 - 63 Dossiers relatifs à la location de parcelles de terrains communaux et d'excédents de voirie à des particuliers. 1939-1950.....	30
72 - 73 Dossiers relatifs à des échanges de parcelles de terrains avec des particuliers. 1952-1954.....	31
77 - 78 Dossiers relatifs à l'acquisition de parcelles de terrains à des particuliers. 1953-1954.....	31
IV. Finances et fiscalité.....	34
A. Comptabilité du secrétariat.....	34
1. Budgets et annexes.....	34
94 - 125 Budgets annuels. 1946-1977.....	34
2. Emprunts.....	36
3. Placements.....	36
4. Subventions des autorités supérieures.....	36
B. Comptabilité du receveur.....	36
1. Registres de comptabilité.....	36
2. Comptes et pièces justificatives.....	36
131 - 161 Comptes annuels. 1946-1976.....	36
164 - 167 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1973-1976.....	39
3. Entrée en fonction du receveur.....	39
4. Impositions et taxes.....	39
C. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	40
177 - 178 Tables alphabétiques des propriétaires compris dans la matrice cadastrale. 1822.....	40
V. État civil.....	41
A. Généralités.....	41
B. Cimetières et funérailles.....	41
184 - 185 Registres des permis d'inhumer. 1933-1976.....	41
C. Autres documents.....	41
190 - 191 Dossiers relatifs à la nationalité. 1953-1959.....	41
VI. Population.....	42
A. Généralités.....	42
B. Registres de la population.....	42
C. Recensements et autres états de la population.....	42
D. Cartes d'indentité et passeports.....	42
199 - 200 Registres des cartes d'identité. 1919-1976.....	42
VII. Élections.....	43
A. Listes électorales et listes dérivées.....	43

202 - 218 Listes des électeurs. 1921-1978.....	43
B. Révision des listes électorales.....	44
220 - 230 Dossiers relatifs à la révision des listes électorales. 1909-1976.....	44
C. Dossiers des élections.....	45
231 - 237 Dossiers des élections communales. 1938-1976.....	45
238 - 239 Dossiers des élections législatives et provinciales. 1968-1974.....	45
VIII. Affaires militaires et guerres.....	46
A. Service militaire.....	46
241 - 246 Relevés des inscrits exemptés ou exclus. 1908-1913.....	46
247 - 256 Listes des ajournés et des dispensés. 1908-1922.....	46
257 - 261 Listes alphabétiques. 1908-1922.....	47
262 - 274 Registres d'inscription. 1908-1922.....	47
277 - 320 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1908-1976.....	48
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	51
C. Guerres et conséquences.....	51
IX. Ordre et sécurité publics.....	53
334 - 335 Dossiers relatifs à la nomination de gardes forestiers. 1948-1965.....	53
X. Santé publique.....	54
A. Lutte contre les maladies épidémiques.....	54
338 - 340 Dossiers relatifs aux campagnes de vaccination. 1947-1973.....	54
B. Surveillance de l'abattage des animaux.....	54
C. Analyse de l'eau potable.....	54
D. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	54
E. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	55
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	56
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	56
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et à l'enseignement.....	56
2. Bâtiments affectés au culte.....	56
3. Cimetière.....	56
B. Travaux et inspection de la voirie.....	57
356 - 363 Dossiers relatifs aux travaux d'entretien ordinaire du chemin de grande communication n° 48. 1953-1964.....	57
C. Travaux concernant les services d'utilité publique.....	58
1. Distribution d'eau.....	58
2. Distribution d'électricité.....	59
376 - 377 Dossiers relatifs aux travaux d'extension du réseau électrique afin de raccorder des particuliers. 1949.....	59
3. Éclairage public.....	60
4. Moyens de communication.....	60
D. Aménagement du territoire.....	61
XII. Enseignement.....	62
A. Généralités.....	62
B. Bâtiments et équipement.....	62
C. Personnel.....	62
D. Finances.....	62
406 - 416 Comptes justificatifs de l'emploi des fonds affectés aux services des écoles. 1964-1974.....	63
E. Obligation scolaire.....	63
XIII. Sports.....	64
XIV. Économie - Sylviculture.....	65
XV. Social.....	66

A. Aide sociale.....	66
421 - 422 Dossiers individuels de personnes placées dans des institutions et pour lesquelles les frais d'entretien sont pris en charge par les pouvoirs publics. 1951-1969.....	66
B. Chômeurs.....	66
C. Pensions.....	66
D. Logement.....	67
XVI. Commission d'assistance publique.....	68
A. Généralités.....	68
B. Personnel.....	68
C. Finances.....	68
439 - 455 Comptes annuels. 1946-1975.....	68
456 - 480 Budgets annuels. 1947-1976.....	70
482 - 485 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1951-1971.....	71
D. Exécution des tâches.....	72
XVII. Fabrique d'église de la Paroisse Sainte-Margueritte.....	73
A. Personnel.....	73
B. Patrimoine.....	73
C. Finances.....	73
492 - 519 Comptes annuels. 1934-1975.....	73
520 - 546 Budgets annuels. 1934-1977.....	75

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune de Lesterny. Dépôt 2016

Période:
1822-1977 (1980)

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0521.1721

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 547.00
- Etendue inventoriée: 3.12 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:
Commune de Lesterny, 1822 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Lesterny

HISTORIQUE

COMMUNE DE LESTERNY (1795-1823)

Sous l'Ancien Régime, Lesterny dépendait de la châellenie de Mirwart dans le duché de Luxembourg.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Lesterny dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Nassogne, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Lesterny devient une commune à part entière et se trouve intégrée dans le canton de justice de paix de Nassogne.

Lesterny fait partie successivement du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814), du département de Meuse-et-Moselle (1814-1815), de la province de Liège (1815-1818) puis du grand-duché ou province de Luxembourg (à partir de 1818). D'un point de vue judiciaire, Lesterny appartient d'abord à l'arrondissement judiciaire de Saint-Hubert (1795-1839) puis à celui de Marche-en-Famenne. En ce qui concerne l'arrondissement administratif de référence, il s'agit d'abord de celui de Saint-Hubert (1800-1814) puis de celui de Marche-en-Famenne.

Au niveau de la milice, Lesterny relève tour-à-tour des cantons de Saint-Hubert (1817), de Marche-en-Famenne (1819) puis de Nassogne à partir de 1913 ¹.

Par arrêté royal du 2 janvier 1823, la commune de Lesterny est supprimée et son territoire est rattaché à la commune de Forrières.

COMMUNE DE LESTERNY (1907-1977)

La loi du 26 août 1907 érige à nouveau Lesterny en commune autonome ². Nous reprenons ci-dessous le texte de l'exposé des motifs du projet de loi :

-
- 1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen, Louvain, 2000, 3 vol.
 - 2 Art. Lesterny, dans HASQUIN H., sous la dir. de, Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 : Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, 1980, p. 840.

" Messieurs,

Par requête du 9 mai 1904, un grand nombre d'habitants du hameau de Lesterny ont sollicité le démembrement de la commune de Forrières et l'érection de ce hameau en commune distincte.

Les pétitionnaires fondent leur demande sur les motifs suivants :

1° Forrières et Lesterny ont des intérêts absolument distincts ;

2° La commune à créer possède une école, un presbytère, une église et une salle communale. La voirie vicinale est en bon état. Il existe à Lesterny une distribution d'eau ;

3° Lesterny a des ressources indépendantes de celles de Forrières, ainsi que des bois et des terrains communaux.

Le Conseil communal s'est déclaré favorable, à l'unanimité, à ce démembrement à raison surtout de la différence d'intérêts qui existe entre les deux sections.

Forrières est une population essentiellement industrielle, tandis que Lesterny est une population agricole.

Le commissaire d'arrondissement de Marche, le député permanent qui a procédé à l'enquête, le Conseil provincial et le gouverneur de la province sont d'accord pour reconnaître le bien-fondé de la demande.

Ce projet de démembrement n'a soulevé, en ce qui concerne les services du culte et de la police judiciaire, aucune objection de la part de M. le Ministre de la Justice.

La commune de Forrières démembrée conservera une étendue territoriale de 1.125 hectares environ et 819 habitants.

La nouvelle commune de Lesterny aura une superficie de 583 hectares environ et une population de 245 habitants.

En présence de l'accord de toutes les autorités consultées, j'ai l'honneur, d'après les ordres du Roi, de soumettre à vos délibérations un projet de loi tendant à la création de la commune de Lesterny.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique

J. de Trooz " ³.

Le nombre d'habitants s'élève à 134 en 1801, 197 en 1821, 260 en 1910, 201 en 1961 et 188 à la veille de la fusion des communes en 1976 ⁴.

L'économie du village était tournée en grande partie vers l'agriculture et l'élevage, même si ces deux derniers ont connu un net recul au XXe siècle. Ce recul est matérialisé par une augmentation de la superficie des terres boisées.

En 1961, six personnes sont occupées dans le commerce et l'industrie ⁵.

L'église Saint-Marguerite a été rebâtie par l'administration communale en 1846. Elle est le siège d'une paroisse autonome depuis 1857. Avant cette date, depuis 1816, elle formait une chapellenie dépendant de la paroisse de Masbourg. Endommagée durant la Seconde Guerre mondiale, elle a été restaurée en 1948. Le presbytère date de 1868 tandis que l'école communale a été construite en 1877.

En 1973, la commune qui s'étend sur plus de 584 hectares, avec en plus des propriétés boisées situées sur les territoires des communes d'Awenne (44

3 Chambre des représentants, Documents parlementaires, session de 1906-1907, n° 118.

4 Art. Lesterny, dans HASQUIN H., sous la dir. de, Communes de Belgique, p. 840.

5 Idem.

hectares) et de Masbourg (16 hectares), compte 172 habitants ⁶.

Le 9 septembre 1974, la fusion de Nassogne, Ambly (province de Namur), Bande, Forrières, Grune, Lesterny et Masbourg est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur ⁷. Le 14 novembre de la même année, le Conseil communal de Lesterny se réunit et adhère à l'unanimité au projet du ministre de l'Intérieur ⁸.

Le 1er janvier 1977, la commune de Lesterny est fusionnée avec les communes d'Ambly, Bande, Forrières, Grune, Harsin, Masbourg et Nassogne pour former l'actuelle commune de Nassogne.

La fusion forme une entité de 4.111 habitants sur 11.192 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 : " Deux petits centres : Forrières et Nassogne, existent dans cette région. Il est cependant évident qu'ils doivent être réunis et regroupés avec les communes avoisinantes pour arriver à un chiffre de population raisonnable. Par ailleurs, les caractéristiques de cette région sont fort similaires. Il s'agit d'un regroupement formant un ensemble rural, humain, économique et historique cohérent, dont Nassogne forme le centre géographique ⁹".

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces

6 Questionnaire n° 1 (AÉA, Archives de Joseph Michel, dossier " Nassogne ", n° 211).

7 Courrier de la Direction générale des institutions régionales et locales en date du 9 septembre 1974 (Idem).

8 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal en date du 14 novembre 1974 (Idem).

9 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹⁰. "

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial ¹¹. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article 132 de la NLC et l'article L1123-28 du CDLD confient la garde des

¹⁰ Pasinomie, 1^{re} série, t. 1^{er}, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

¹¹ Archives de l'État à Arlon, Gouvernement provincial du Luxembourg. Rapports annuels communaux, n° 115. Les rapports pour les exercices 1909, 1910, 1912, 1929 à 1937 sont disponibles.

archives, des titres et des registres de l'état civil au collège communal. Il doit en dresser les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêcher qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt. Ces dispositions reprennent *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836. Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune et sur le dossier central de la commune de Nassogne constitué par les Archives de l'État.

De 1909 à 1937, les archives sont considérées comme en bon état de conservation ¹².

Précédemment à la fusion, la commune de Lesterny a déposé aux Archives de l'État à Arlon quelques archives liées au cadastre. Transférées à Saint-Hubert suite à la création de ce dépôt, elles ont été intégrées dans le présent inventaire où elles sont classées sous les numéros 175 à 180 ¹³.

Selon les rapports des inspections menées les 29 juin et 30 novembre 1990, les archives de Lesterny sont classées d'une manière uniforme. La méthode utilisée est celle employée par l'Union des villes et communes de Belgique (UVCB), à savoir la classification décimale nationale (CDN). Néanmoins, le classement effectué a très certainement été la cause de l'élimination d'une masse importante d'archives, notamment plus anciennes, jugées moins utiles aux services. Plusieurs dizaines de caisses de déménagement d'archives principalement produites au cours du XIXe siècle n'ont pas fait l'objet d'un classement décimal, mais ont heureusement été conservées - ce qui n'a pas été le cas dans la plupart des communes traitées par l'UVCB. Elles ont été intégrées dans le présent inventaire.

En 2003, des éliminations d'archives sont réalisées sans l'autorisation des Archives de l'État. *L'Avenir du Luxembourg* relaie cette information le 1er août 2003. Le 16 septembre 2003, le bourgmestre Marcel Sepul informe les Archives de l'État que les archives éliminées consistent en des pièces comptables, ce qui explique l'absence des pièces justificatives aux comptes pour Lesterny et pour les autres anciennes communes de l'entité de Nassogne.

Le 24 février 2009, Philippe Annaert, assistant aux Archives de l'État à Saint-Hubert, dresse un nouveau bilan de la gestion des archives communales. Il ajoute notamment qu'un inventaire sommaire dactylographié est disponible à la commune pour les archives des anciennes communes ayant fait l'objet d'un classement par l'Union des villes et communes belges (UVCB) dans les années 1980. Il est stipulé également que les archives des anciennes communes formant l'actuelle commune de Nassogne sont conservées dans le grenier de l'hôtel de ville. Ce local, rénové en 2005, est fermé à clé et comporte plusieurs détecteurs de fumée. Les archives sont principalement conservées dans des boîtes à archives de type *La Charte* entreposées sur des étagères en bois ou métalliques. Les registres sont, quant à eux, dépourvus de conditionnement.

12 Idem.

13 Un inventaire de ces archives a été réalisé par Roger Petit en 1970.

Suite à différents contacts avec le directeur général, après une visite des locaux de conservation des archives et une intervention au CPAS de Nassogne, la commune a fait part de son intérêt pour une intervention du projet " Archives locales de Wallonie ". La convention de partenariat entre les Archives de l'État et la commune est approuvée en date du 28 octobre 2013. À charge pour les Archives de l'État de proposer l'élimination d'archives récentes n'ayant plus d'utilité administrative, juridique et aucune valeur historique, mais surtout d'effectuer le dépôt des archives antérieures à la fusion (à l'exception des registres de la population, de l'état civil, des registres aux délibérations et des permis de bâtir) aux Archives de l'État. Le présent inventaire est le résultat des tâches de tri, de classement et de conditionnement de ces archives.

ACQUISITION

Le dépôt de la commune de Nassogne, authentifié par contrat de dépôt du 29 mars 2016, est inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Arlon le 16 février 2016 sous le n° 2016/08.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Lesterny entre 1822 et 1977. Quelques documents produits entre 1978 et 1980 sont également conservés (voir la liste des électeurs au n° 218 de l'inventaire ci-dessous et le dossier relatif au remembrement de la voirie au n° 370).

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des

rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les

recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement

conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution

et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

Langues et écriture des documents

La langue principale du fonds est le français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia 1).

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 52 et 53).

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins, les registres de population, les dossiers d'urbanisme, l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie¹⁴. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de

¹⁴ <http://geoportail.wallonie.be>.

classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹⁵. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁶. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements
- XIV. Vie économique ¹⁷
- XV. Affaires sociales et réglementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

15 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

16 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

17 Cette subdivision est déclarée vacante dans le présent inventaire.

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1 Rapport sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 18 décembre 1913. 1 cahier

2 Dossier contenant des extraits du registre aux délibérations du Conseil communal et pièces afférentes. 1940-1963. 1 liasse

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

3 Dossier contenant des extraits du registre aux délibérations du Collège échevinal, de la correspondance du bourgmestre et pièces afférentes. 1941-1963. 1 chemise

C. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")

4 Procès-verbaux et certificats de publication et d'affichage relatifs à des enquêtes " de commodo et incommodo ". 1949-1960. 1 chemise

D. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

5 - 10 REGISTRES INDICATEURS DE LA CORRESPONDANCE. 1939-[1964].
1939-1942. 1 cahier

6 1942-1947. 1 cahier

7 1947-1950. 1 cahier

8 1950-1952. 1 cahier

9 1953-1959. 1 volume

- 10 1959-[1964].
1 volume
- 11 *E. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE*
Dossier relatif aux contentieux, réclamations et litiges opposant
l'administration communale et plusieurs particuliers. 1947-1963.
1 chemise
- 12 Courrier de Gaston Charlier, huissier, relatif à la réclamation
introduite par N. An. au sujet de la location de la chasse sur le
territoire communal. 1949.
2 pièces
- 13 Courriers relatifs à une réclamation déposée par J. Ma. au sujet de
l'expropriation d'une partie de sa prairie sise au lieudit " La Haie "
et réponse afférente. 1950.
1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

14 Dossier relatif à la fusion des communes. 1972-1974. 1 chemise

2. CLASSIFICATION DES COMMUNES

15 Copie d'un courrier du Ministère de l'Intérieur au gouverneur de la province transmise au bourgmestre sollicitant l'envoi d'informations relatives aux mouvements de population pour les années 1952 à 1954 dans le but d'établir le reclassement de la commune par rapport à sa situation générale et réponse. 1955. 2 pièces

3. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

Consulter le n° 392 du présent inventaire.

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

16 - 20 PROCÈS-VERBAUX D'INSTALLATION DE CONSEILLERS COMMUNAUX ET DE NOMINATION D'ÉCHEVINS. 1946-1971.

16 24 novembre 1946. 1 chemise

17 3 janvier 1953. 1 chemise

18 2 janvier 1959. 1 chemise

19 2 janvier 1965. 1 chemise

20 12 janvier 1971. 1 chemise

21 Pièces relatives à l'installation d'Eugène Rob comme conseiller en remplacement de Célestin Georges, conseiller démissionnaire. 1960. 1 chemise

-
- 22 Pièces relatives à l'installation de René Hody comme conseiller en remplacement d'Émile Dutorme, conseiller décédé. 1967.
1 chemise
- 23 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la fixation du montant des jetons de présence octroyés aux conseillers communaux. 1967-1976.
1 chemise
- 24 Pièces relatives à l'installation de Louis Modave comme conseiller en remplacement de Jean Laffineur, conseiller démissionnaire. 1972.
1 chemise
2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS
- 547 Pièces relatives aux membres du Collège des bourgmestre et échevins et aux membres du personnel communal. 1940-1941.
1 chemise
- 25 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal relatifs à la fixation du montant du traitement des bourgmestre et échevins. 1942-1976.
1 chemise
- 26 Dossier relatif à l'octroi de distinctions honorifiques à plusieurs membres du personnel communal et à des mandataires communaux. 1966-1975.
1 chemise
- 27 Pièces relatives à la nomination de Zénon Masson comme échevin en remplacement d'Émile Dutorme, échevin décédé. 1967.
1 chemise
- 28 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la fixation du montant de la pension des échevins. 1971.
2 pièces
- 29 Pièces relatives à la fixation du montant de la pension de Fernand Borcy et Jean Laffineur, anciens échevins. 1971-1974.
1 chemise
3. BOURGMESTRE
- 30 Procès-verbaux de prestation de serment de Jules Herin. 1965, 1970.
2 pièces

-
- 31 Pièces relatives à la fixation de la pension de Célestin Georges, ancien bourgmestre. (1953) 1965-1975.
1 chemise
- C. GESTION DES ARCHIVES*
- 32 Inventaire des archives dressé en exécution de la circulaire du commissaire d'arrondissement du 15 décembre 1899. 1899.
1 cahier
- D. PERSONNEL DES SERVICES*
- 33 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS
Dossier relatif aux traitements octroyés aux agents communaux. 1929-1973.
1 liasse
- 34 Dossier relatif au traitement et aux indemnités octroyés à Constant André, cantonnier, fontainier et garde champêtre. 1947-1949.
1 chemise
- 35 - 40 DOSSIERS RELATIFS AUX ALLOCATIONS ACCORDÉES AUX AGENTS COMMUNAUX. 1946-1975.*
- 35 Rééquipement ménager. 1946-1947.
1 chemise
- 36 Compensatoires. 1948-1951.
1 chemise
- 37 Foyer et résidence. 1962.
1 chemise
- 38 Programmation. 1969-1973.
1 chemise
- 39 Mobilité. 1974.
2 pièces
- 40 Fin d'année. 1974-1975.
1 chemise
- 41 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'augmentation biennale du traitement de Charles Herin, secrétaire communal. 1957.
1 pièce

-
- 42 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'octroi d'une avance mensuelle sur traitement à Charles Herin, secrétaire communal et pièces afférentes. 1967. 1 chemise
- 43 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et échange de correspondance avec le Ministère de l'Éducation nationale relatifs aux durées de prestations des maitresses de couture. 1970-1975. 1 chemise
- 44 Convention établie avec le Centre d'informatique de gestion et de recherches (CIGER) relative à la gestion du calcul des traitements du personnel communal et courriers afférents. 1972. 1 chemise
2. DOSSIERS DU PERSONNEL
- 45 - 47 DOSSIERS RELATIFS À LA PENSION D'AGENTS COMMUNAUX OU DE LEUR CONJOINT SURVIVANT. 1930-1975.*
- 45 Merget Léonie, veuve d'Evrard Désiré, secrétaire communal. 1952-1961. 1 chemise
- 46 Peche M., veuve de Mareschal Amand, receveur communal et secrétaire de la Commission d'assistance publique. 1972-1975. 1 chemise
- 47 Reumont Hélène, veuve de Constant André, cantonnier, fontainier et garde champêtre auxiliaire. 1930-1973. 1 chemise
- 48 - 49 DOSSIERS INDIVIDUELS DU PERSONNEL COMMUNAL. 1947-1976.*
- 48 Hérin Charles, secrétaire. 1948-1976. 1 chemise
- 49 Mareschal Amand, receveur. 1947-1973. 1 chemise
- 50 Désignation de Charles Hérin, secrétaire communal, à la fonction d'indicateur-expert du Cadastre. 1951. 1 pièce

51	51 - 55 DOSSIERS INDIVIDUELS D'ENSEIGNANTS. 1954-1976. Besseling Marie-Paula. 1973.	1 chemise
52	Charon Henry-Léon. 1955-1961.	1 chemise
53	Mareschal Yvonne. 1954-1976.	1 chemise
54	Modave Marie. 1954-1955.	1 chemise
55	Servais Paulette. 1962.	1 chemise
56	Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal relatifs à la nomination d'Omer Mareschal à la fonction de secrétaire communal intérimaire en remplacement pour cause de maladie de Charles Hérin. 1976.	1 chemise

III. PATRIMOINE

57 - 58 PIÈCES RELATIVES À LA LOCATION DE LA CHASSE DANS LES BOIS ET TERRAINS COMMUNAUX. 1909-1969.

- 57 1909-1969. 1 liasse
- 58 1948-1959. 1 chemise
- 59 Dossier relatif aux travaux et à l'exploitation des produits forestiers. 1936-1976. 1 liasse
- 60 - 63 DOSSIERS RELATIFS À LA LOCATION DE PARCELLES DE TERRAINS COMMUNAUX ET D'EXCÉDENTS DE VOIRIE À DES PARTICULIERS. 1939-1950.*
- 60 Bovy Alfred. 1948. 1 pièce
- 61 Hérin Arthur. 1947. 2 pièces
- 62 Hérin-Dernivoy (veuve). 1939-1950. 1 chemise
- 63 Nicolay Victor. 1948. 2 pièces
- 64 Dossier relatif à l'exploitation de produits forestiers. 1940-1963. 1 chemise
- 65 Dossier relatif à la location, à plusieurs particuliers, d'aisances et de biens communaux. 1940-1974. 1 chemise
- 66 Acte notarié de vente à Maria-Léonie Baijot d'une parcelle de terrain sise au lieudit " La Croisette ". 1947. 1 chemise
- 67 Dossier relatif à des travaux forestiers. 1948-1962. 1 chemise
- 68 Dossier relatif à la cession d'excédents de voirie à plusieurs particuliers. 1949-1975. 1 chemise

-
- 69 Décision rendue par le Collège échevinal relative à l'adjudication des travaux forestiers à exécuter dans les bois communaux. 1950.
1 pièce
- 70 Dossier relatif à la vente d'une parcelle de terrain au lieudit " chemin de Bure " à George-Alfred Dony-Hody. 1950-1954.
1 chemise
- 71 Dossier relatif à la vente de gré à gré de plusieurs parcelles de terrains à Noël Rondeaux. 1952-1953.
1 chemise
- 72 - 73 DOSSIERS RELATIFS À DES ÉCHANGES DE PARCELLES DE TERRAINS AVEC DES PARTICULIERS. 1952-1954.*
- 72 Hérin-Closset Amand. 1952, 1954.
2 pièces
- 73 Rondeaux Louis. 1952.
1 pièce
- 74 Dossier relatif à la vente d'un excédent de voirie à Noël Rondeaux-Bovy. 1952, 1957.
1 chemise
- 75 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'acquisition de parcelles de terrains appartenant à Jean Servais. 17 octobre 1953.
1 pièce
- 76 Copie d'un acte de vente d'une parcelle de terrain communal sise au lieudit " chemin de Bure " à Auguste Rondeaux. 1953.
1 pièce
- 77 - 78 DOSSIERS RELATIFS À L'ACQUISITION DE PARCELLES DE TERRAINS À DES PARTICULIERS. 1953-1954.*
- 77 Hérin Charles et Lamotte Marie-Louise. 1954.
1 pièce
- 78 Servais Jean. 1953.
1 pièce
- 79 Dossier relatif à l'acquisition de trois parcelles de terrain sises au lieudit de " Rofosse " appartenant à la SA Société belge immobilière (SOBIM). 1953-1955.
1 chemise

-
- 80 Acte notarié d'acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à Jean Servais et son épouse Marie-Louise Hubert située au lieudit de " la Bager et Longuit ". 1954.
1 cahier
- 81 Liste nominative des chefs de ménage bénéficiant de l'affouage en 1954. 1954.
1 pièce
- 82 Acte notarié relatif à l'échange de parcelles de terrains avec Amand-Joseph Hérin et consorts. 1956.
1 cahier
- 83 Cahier des charges régissant la location de gré à gré et extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la location du presbytère. 1958, 1960.
2 pièces
- 84 Dossier relatif à la location du presbytère et de son jardin à Léon Libert. 1958-1961.
1 chemise
- 85 Acte notarié d'acquisition de deux parcelles de terrains appartenant respectivement à Marie Lamotte et Eugène Warrant. 1959.
1 cahier
- 87 Dossier relatif à la location du logement scolaire. 1961-1975.
1 chemise
- 88 Dossier relatif à la vente, pour cause d'utilité publique, à la commune de Masbourg, d'une parcelle de terrain sise au lieudit " Haubin ". 1963-1967.
1 chemise
- 89 Plan des emprises à réaliser sur la propriété d'André Reumont. 1964.
1 pièce
- 90 Dossier relatif à la vente, à des particuliers, de parcelles de terrains à bâtir sises au lotissement communal de " Wêve ". 1965-1974.
1 chemise
- 91 Dossier relatif à l'acquisition par la commune de parcelles de terrains appartenant à la Fabrique d'église dans le but d'y réaliser le projet d'installation d'un dépôt d'immondices. 1965-1976.
1 chemise

-
- 92 Dossier relatif à l'échange d'une parcelle de terrain sise au lieudit " Haye Madame " appartenant à Louis Warrant et d'une parcelle sise au lieudit " Wêve " appartenant à la commune. 1966. 1 chemise
- 93 Livre sommier des biens et droits immobiliers, rentes et valeurs de portefeuille productives d'intérêt. [XXe siècle] 1 cahier

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

94 - 125 BUDGETS ANNUELS. 1946-1977.
1946.

1 cahier

95 1947.

1 chemise

96 1948.

1 chemise

97 1949.

1 chemise

98 1950.

1 chemise

99 1951.

1 chemise

100 1952.

1 chemise

101 1953.

1 chemise

102 1954.

1 cahier

103 1955.

1 chemise

104 1956.

1 chemise

105 1957.

1 chemise

106 1958.

1 chemise

107 1959.

		1 chemise
108	1960.	1 chemise
109	1961.	1 chemise
110	1962.	1 chemise
111	1963.	1 chemise
112	1964.	1 chemise
113	1965.	1 chemise
114	1966.	1 chemise
115	1967.	1 chemise
116	1968.	1 chemise
117	1969.	1 chemise
118	1970.	1 chemise
119	1971.	1 chemise
120	1972.	1 chemise
121	1973.	1 chemise
122	1974.	1 chemise
123	1975.	1 chemise

-
- 124 1976. 1 chemise
- 125 1977. 1 chemise
- 126 2. EMPRUNTS
Dossier relatif aux emprunts contractés par la commune auprès du
Crédit communal de Belgique. 1927-1974. 1 liasse
3. PLACEMENTS
Consulter également le n° 378 du présent inventaire.
- 127 4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES
Dossier relatif à la répartition du Fonds des communes suivant la
superficie des voiries. 1949-1976. 1 chemise
- 128 Courrier du Ministère de l'Intérieur relatif à l'aide complémentaire
octroyée à la commune pour l'exercice 1959. 28 juin 1960. 1 pièce
- B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR*
- 129 1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ
Grands-livres des recettes et des dépenses. 1976. 1 chemise
- 130 2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES
Registre d'inscription des mandats de paiement. 1911-1938. 1 volume
- 131 *131 - 161 COMPTES ANNUELS. 1946-1976.*
1946. 1 cahier
- 132 1947. 1 chemise
- 133 1948.

		1 chemise
134	1949.	1 cahier
135	1950.	1 chemise
136	1951.	1 chemise
137	1952.	1 chemise
138	1953.	1 chemise
139	1954.	1 chemise
140	1955.	1 chemise
141	1956.	1 chemise
142	1957.	1 chemise
143	1958.	1 chemise
144	1959.	1 chemise
145	1960.	1 chemise
146	1961.	1 chemise
147	1962.	1 chemise
148	1963.	1 chemise
149	1964.	1 cahier

150	1965.	1 chemise
151	1966.	1 chemise
152	1967.	1 chemise
153	1968.	1 chemise
154	1969.	1 chemise
155	1970.	1 chemise
156	1971.	1 chemise
157	1972.	1 chemise
158	1973.	1 chemise
159	1974.	1 chemise
160	1975.	1 cahier
161	1976.	1 chemise
162	Expédition d'un arrêté rendu par la Députation permanente relatif à l'augmentation de la quote-part due au Fonds de dépenses communales et courrier du Gouvernement provincial. 1961.	2 pièces
163	Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au vote de douzièmes provisoires. 1962.	1 pièce

-
- 164 - 167 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1973-1976.
- 164 1973. 1 chemise
- 165 1974. 1 liasse
- 166 1975. 1 chemise
- 167 1976. 1 liasse
- 168 3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR
Pièces relatives à la nomination de Guy Goffin au poste de receveur régional. 1972. 1 chemise
- 169 Compte de fin de gestion rendu par Amand Mareschal, ancien receveur, à son successeur Guy Goffin, receveur régional. 1972. 1 cahier
- 170 4. IMPOSITIONS ET TAXES
Courriers du directeur de la Compagnie luxembourgeoise d'électricité informant le bourgmestre du produit de la taxe communale appliquée sur les consommations et au versement de cette somme sur le compte communal. 1944, 1952. 2 pièces
- 171 Dossier relatif à l'instauration de taxes sur le territoire communal. 1951-1975. 1 chemise
- 172 Tableau présentant des renseignements sur la situation financière de la commune d'après le budget de 1954 dressé dans le cadre du projet de perception d'une taxe sur le kilowatt lumière. 1953. 1 pièce
- 173 Dossier relatif à la péréquation générale des revenus cadastraux. 1955-1965. 1 chemise
- 174 Courriers du contrôleur des contributions sollicitant l'envoi de renseignements dans le but d'établir l'exacte perception des

impôts et pièces afférentes. 1967-1976.

1 chemise

C. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE

175 États de classement des propriétés non bâties des sections A dite de Hérumont, B dite de Mélaimont, C dite de Bonnemet et D dite de Weis. 1822.

4 cahiers

176 Tableau indicatif des propriétaires et des propriétés bâties des sections A et B. 1822.

1 cahier

177 - 178 TABLES ALPHABÉTIQUES DES PROPRIÉTAIRES COMPRIS DANS LA MATRICE CADASTRALE. 1822.

177 Propriétés non bâties.

1 cahier

178 Propriétés bâties.

1 cahier

179 Matrice de rôle pour la contribution foncière des propriétés bâties, celle des portes et fenêtres de la commune et matrice de rôle pour la contribution foncière. 1822, 1826-1827.

3 cahiers et 1 volume

180 Livre-journal des mutations de la commune. 1831-1833.

1 cahier

V. ÉTAT CIVIL

A. GÉNÉRALITÉS

- 183 Rapport de vérification des registres de l'état civil par le procureur du Roi. 1939.
1 pièce

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 184 184 - 185 REGISTRES DES PERMIS D'INHUMER. 1933-1976.
1933-1950.
1 volume
- 185 1962-1976.
1 cahier
- 186 Permis d'inhumer et autorisations de transfert de corps dans une autre commune. 1944-1972.
1 chemise
- 187 Autorisations et procès-verbaux d'exhumation. 1949, 1955.
1 chemise
- 188 Dossier relatif aux concessions au cimetière. 1949-1962.
1 chemise

C. AUTRES DOCUMENTS

- 189 Registre des actes de naturalité. 1912-1953.
1 cahier
- 190 190 - 191 DOSSIERS RELATIFS À LA NATIONALITÉ. 1953-1959.
Naturalisation ordinaire. 1953-1959.
1 chemise
- 191 Option de nationalité. 1954-1955.
1 chemise
- 192 Dossier relatif à la dissolution du mariage entre Mo. A et Ma. A. 1959.
1 chemise

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

193 Convention établie avec le Ministère de la Fonction publique au sujet de la reprise des données de la population au registre national des personnes physiques. 1970.

1 chemise

194 Tableau statistique relatif au mouvement de la population et de l'état civil en 1975. 1975.

1 chemise

B. REGISTRES DE LA POPULATION

195 Registre des naissances et des décès survenus dans une autre commune. 1955-1976.

1 cahier

C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

196 Relevé des habitants de la commune. 1940.

2 pièces

197 Listes de particuliers originaires d'autres communes ayant résidé sur le territoire communal. 1943.

1 chemise

198 Listes dressées dans le cadre du numérotage des maisons. [1970].

1 chemise

D. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

199 - 200 REGISTRES DES CARTES D'IDENTITÉ. 1919-1976.
1919-1952.

1 volume

200 1952-1976.

1 cahier et 1 pièce

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

201	Relevé des actes civils publics et sous seing privé et des jugements constatant des mutations d'immeubles situés dans la commune en vue de la formation des listes électorales de 1909-1910. 1909-1910.	2 pièces
202	202 - 218 LISTES DES ÉLECTEURS. 1921-1978. 1921-1922.	1 cahier
203	1938-1944.	1 cahier
204	1945-1946.	1 cahier
205	1948-1950.	1 cahier
206	1949-1952.	1 cahier
207	1952-1954.	1 cahier
208	1954-1956.	1 cahier
209	1956-1958.	1 cahier
210	1958-1960.	1 cahier
211	1960-1962.	1 cahier
212	1962-1964.	1 cahier
213	1964-1966.	1 cahier

214	1966-1968.	1 cahier
215	1969-1971.	1 cahier
216	1970-1972.	1 cahier
217	1974-1976.	1 cahier
218	1976-1978.	1 cahier
219	Dossier relatif à la formation des listes de jurés d'assises. 1969-1973.	1 chemise

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

220 - 230 DOSSIERS RELATIFS À LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES. 1909-1976.

220	1909.	1 cahier
221	1910.	1 chemise
222	1920.	1 cahier
223	1924.	1 cahier
224	1925.	1 cahier
225	1928.	1 cahier
226	1930.	1 cahier
227	1935.	1 cahier

228	1947.	1 cahier
229	1974-1976.	1 cahier
230	1975.	1 chemise

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

231	231 - 237 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1938-1976. 9 octobre 1938.	1 cahier
232	24 novembre 1946.	2 pièces
233	12 octobre 1952.	1 pièce et 1 cahier
234	12 octobre 1958.	1 pièce et 1 cahier
235	11 octobre 1964.	1 pièce et 1 cahier
236	11 octobre 1970.	1 cahier
237	10 octobre 1976.	1 chemise
238	238 - 239 DOSSIERS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PROVINCIALES. 1968-1974. 31 mars 1968.	1 chemise
239	10 mars 1974.	1 pièce

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

240	Registre des militaires en congé illimité. 1907-1940.	1 volume
241	241 - 246 RELEVÉS DES INSCRITS EXEMPTÉS OU EXCLUS. 1908-1913. 1908.	1 chemise
242	1909.	1 chemise
243	1910.	1 chemise
244	1911.	1 chemise
245	1912.	1 chemise
246	1913.	1 chemise
247	247 - 256 LISTES DES AJOURNÉS ET DES DISPENSÉS. 1908-1922. 1908.	1 pièce
248	1909.	1 pièce
249	1910.	1 pièce
250	1911.	1 pièce
251	1912.	1 pièce
252	1913.	1 pièce

253	1914.	1 pièce
254	1915.	1 pièce
255	1916.	1 pièce
256	1922.	1 pièce
257	257 - 261 LISTES ALPHABÉTIQUES. 1908-1922. 1908.	2 pièces
258	1909.	2 pièces
259	1910.	2 pièces
260	1919.	1 pièce
261	1922.	1 pièce
262	262 - 274 REGISTRES D'INSCRIPTION. 1908-1922. 1908.	1 cahier
263	1909.	2 pièces
264	1910.	2 pièces
265	1911.	1 pièce
266	1912.	1 pièce
267	1913.	1 pièce

268	1914.	1 chemise
269	1915.	1 pièce
270	1916.	1 pièce
271	1917.	1 pièce
272	1918.	1 pièce
273	1919.	1 pièce
274	1920.	1 pièce
275	1921.	1 pièce
276	1922.	1 pièce
277	277 - 320 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1908-1976. 1908.	1 chemise
278	1909.	1 chemise
279	1910.	2 pièces
280	1912.	2 pièces
281	1913.	1 chemise
282	1938.	1 chemise

283	1939.	1 chemise
284	1940.	1 chemise
285	1941.	1 chemise
286	1942.	1 chemise
287	1943.	1 chemise
288	1944.	1 chemise
289	1945.	1 chemise
290	1946.	1 chemise
291	1947.	1 chemise
292	1948.	1 chemise
293	1949.	1 chemise
294	1950.	1 chemise
295	1951.	1 chemise
296	1952.	1 chemise
297	1953.	1 chemise
298	1954.	1 chemise
299	1955.	

		1 chemise
300	1956.	1 chemise
301	1957.	1 chemise
302	1958.	1 chemise
303	1959.	1 chemise
304	1960.	1 chemise
305	1961.	1 chemise
306	1962.	1 chemise
307	1963.	1 chemise
308	1964.	1 chemise
309	1965.	1 chemise
310	1966.	1 chemise
311	1967.	1 chemise
312	1968.	1 chemise
313	1969.	1 chemise
314	1970.	1 chemise
315	1971.	1 chemise

-
- 316 1972. 1 chemise
- 317 1973. 1 chemise
- 318 1974. 1 chemise
- 319 1975. 1 chemise
- 320 1976. 1 chemise
- 321 Certificats établis par le bourgmestre attestant de l'engagement volontaire, avec autorisation parentale, de plusieurs mineurs résidant sur le territoire communal. 1953-1970. 1 chemise
- 322 Dossier relatif aux indemnités de milice. 1956-1959. 1 chemise
- B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX*
- 323 Registre de recensement des véhicules automobiles et plus spécialement des voitures légères de 4 à 5 places et moins ainsi que des motocyclettes. [1re moitié XXe siècle]. 1 cahier
- 324 Pièces relatives au recensement, au classement et à l'inspection de chevaux, de véhicules hippomobiles et des véhicules automobiles. 1948-1954. 1 chemise
- 325 Registre de classement servant à l'inscription des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques recensés dans la commune. 1950. 1 chemise
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 326 Registre des réquisitions militaires. 1939-1940. 1 cahier
- 327 Registre servant à l'inscription des habitants de la commune qui

ont participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité militaire, en exécution de la loi du 12 mai 1927. 1940.

1 cahier

- 328** Courrier du capitaine-commandant Hubert du 2^e Régiment de Chasseurs ardennais informant le bourgmestre du décès du Joseph Reumond et réponses. 1940.
2 pièces
- 329** Courriers du Ministère de l'Intérieur sollicitant l'envoi de renseignements relatifs au milicien Albert Louviaux et de la Croix-Rouge annonçant le décès de ce dernier. 1940.
2 pièces
- 330** Dossier relatif à la libération des prisonniers de guerre et au retour dans leurs foyers. 1940-1942.
1 chemise
- 331** Procès-verbaux de constatation et d'évaluation, formulaires généraux de déclarations des dommages aux biens privés et correspondances relatives aux dégâts aux bâtiments communaux par faits de guerre. 1940- 1948.
1 chemise
- 332** Courriers du commissaire d'arrondissement informant le bourgmestre de sa décision relative à l'inculpation du chef d'abandon de poste portée à l'encontre de M.-L. Mo. et L. Ch. 1941.
2 pièces
- 333** Courriers du Ministère de la Défense nationale et du Ministère de la Santé publique et de la Famille relatifs à la reconnaissance de la qualité de résistant armé à plusieurs particuliers. 1947-1955.
1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

334 - 335 DOSSIERS RELATIFS À LA NOMINATION DE GARDES FORESTIERS. 1948-1965.

- 334** Triage de Forrières n° 18. 1948. 1 chemise
- 335** Triage de Forrières n° 28. 1963-1965. 1 chemise
- 336** Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal et courrier du commissaire d'arrondissement relatifs à l'équipement et à l'habillement octroyés au garde champêtre. 1951. 1 chemise
- 419** Dossier relatif à l'organisation de plusieurs épreuves à l'aide de véhicules motorisés sur le territoire communal. 1973-1975. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 337 Registre des enfants qui ont subi la vaccination. 1917-1975.
1 volume
- 338 - 340 DOSSIERS RELATIFS AUX CAMPAGNES DE VACCINATION.
1947-1973.
- 338 Diphtérie et tétanos. 1959-1964.
1 chemise
- 339 Poliomyélite. 1958-1973.
1 chemise
- 340 Variole. 1947-1972.
1 chemise
- 341 Courrier de la commune de Forrières informant le bourgmestre de la décision prise par la Fédération nationale des anciens prisonniers de guerre (FNAPG) de proposer aux habitants de la commune un dépistage de la tuberculose et extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal l'autorisant. 1957.
2 pièces
- 342 *B. SURVEILLANCE DE L'ABATTAGE DES ANIMAUX*
Carnet des récépissés de déclaration d'abattage d'animaux non soumis à l'expertise. 1972-1976.
1 cahier
- 343 *C. ANALYSE DE L'EAU POTABLE*
Rapports présentant les résultats d'analyses d'eau effectuées sur le territoire communal. 1957-1976.
1 chemise
- 344 *D. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS*
Courriers adressés au Ministère de la Santé publique et au procureur du Roi relatifs à l'état d'insalubrité et de vétusté de l'immeuble occupé par R. C. et réponse. 1969.
1 chemise

E. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

345

Dossier constitué dans le cadre d'une demande introduite par R. N. dans le but d'obtenir une autorisation liée aux établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1952.

2 pièces

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET À
L'ENSEIGNEMENT

- 346 Devis, cahier spécial des charges et plans relatifs aux travaux d'aménagement des locaux scolaires. 1931-1932. 1 chemise
- 347 Dossier relatif au projet de travaux de restauration de l'école, du logement de l'instituteur, de l'église, du presbytère et du pont sur la Lhomme de Lesterny endommagés par faits de guerre. 1948-1963. 1 liasse
- 348 Dossier relatif aux travaux de peinture exécutés aux bâtiments communaux. 1956-1968. 1 chemise
- 349 Dossier relatif à la restauration et la modernisation des locaux scolaires endommagés par faits de guerre. 1963-1968. 1 chemise
- 350 Dossier relatif aux travaux d'installation du chauffage à l'école et au bureau communal. 1970-1971. 1 chemise
2. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE
- 351 Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église et du presbytère endommagés par faits de guerre ainsi qu'aux travaux d'installation d'une fosse septique au presbytère. 1953-1967. 1 liasse
- 352 Dossier relatif aux travaux de construction d'une sacristie. 1954-1957. 1 chemise
3. CIMETIÈRE
- 353 Dossier relatif aux travaux d'agrandissement du cimetière. 1952-1972. 1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE

- 354** Plans d'alignement des chemins n° 7, 10 et du chemin de grande communication n° 48. 1927.
2 pièces
- 355** Dossier relatif aux travaux de réfection d'un pont provisoire sur la Lhomme. 1953-1959.
1 chemise
- 356 - 363 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN ORDINAIRE DU CHEMIN DE GRANDE COMMUNICATION N° 48. 1953-1964.
- 356** 1953-1954.
1 chemise
- 357** 1954-1955.
1 chemise
- 358** 1956-1957.
1 chemise
- 359** 1957-1958.
1 chemise
- 360** 1960-1961.
1 chemise
- 361** 1961-1962.
1 chemise
- 362** 1962-1963.
1 chemise
- 363** 1963-1964.
1 chemise
- 364** Dossier relatif à la reconstruction du pont sur la Lhomme endommagé par faits de guerre. 1954-1963.
1 liasse
- 365** Dossier relatif aux travaux pour l'ouverture d'un chemin forestier à Rofosse. 1960-1962.
1 liasse
- 366** Échange de correspondance entre le commissaire d'arrondissement et la commune relatif au projet de la suppression du sentier n° 24

et à l'ouverture d'un nouveau chemin. 1965-1968.

1 chemise

367 Dossier relatif aux travaux de construction d'une canalisation d'évacuation des eaux du cimetière. 1965-1969.

1 chemise

368 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la demande introduite par Jean-Claude Legros tendant à obtenir l'autorisation de remettre en état le chemin n° 33 et courrier afférent. 1967.

2 pièces

369 Dossier relatif aux travaux d'entretien et d'amélioration des chemins agricoles n° 8 et n° 10. 1967-1973.

1 chemise

370 Dossier relatif aux travaux de remembrement de la voirie de Forrières et de Lesterny. 1971-1980.

1 liasse

C. TRAVAUX CONCERNANT LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

371 Dossier relatif aux travaux d'établissement et de modernisation d'une distribution d'eau, de l'aménagement de son captage et de la construction d'un réservoir de 40 m³ à Lesterny. 1945-1966.

1 liasse

372 Dossier relatif aux travaux de fourniture et d'installation des compteurs. 1950-1973.

1 liasse

373 Dossier relatif aux travaux de forage et d'entretien d'un puits artésien. 1961-1975.

1 chemise

374 Dossier relatif au projet de raccordement de la distribution d'eau au service d'adduction du Nord du Luxembourg. 1967-1976.

1 chemise

375 Tableaux dressés dans le cadre du recensement des sources aquifères et courriers afférents. 1968-1975.

1 chemise

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

376 - 377 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'EXTENSION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE AFIN DE RACCORDER DES PARTICULIERS. 1949.

- 376** Vierset Élie. 1949. 1 chemise
- 377** Wiskemann Bruno. 1949. 1 chemise
- 378** Courriers de la Compagnie luxembourgeoise d'électricité relatifs aux dividendes nets versés à la commune. 1960-1962. 1 chemise
- 379** Dossier relatif aux travaux de réparation du réseau électrique communal endommagé par faits de guerre ainsi qu'aux travaux de renforcement. 1962-1967. 1 chemise
- 380** Dossier relatif aux travaux de réparation et de renforcement du réseau électrique endommagé par faits de guerre. 1965-1971. 1 chemise
- 381** Dossier relatif au projet de travaux de construction d'une ligne à haute tension entre Lesterny et Tellin. 1966-1970. 1 chemise
- 382** Plan et courrier de l'Intercommunale de distribution d'énergie électrique dans la province de Luxembourg (INTERLUX) relatifs au projet de remplacement des supports vétustes et de renforcement du réseau basse tension. 1973. 1 chemise
- 383** Devis estimatif, extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et échange de courriers avec la SA Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) relatifs au projet d'extension du réseau électrique dans le but de raccorder plusieurs parcelles de terrains sises " route de Bure ". 1973-1974. 1 chemise
- 384** Courriers de l'Intercommunale de distribution d'énergie électrique dans la province de Luxembourg (INTERLUX) relatifs au projet d'installation d'un nouveau poste de transformation aérien " route de Bure " ainsi que de la liaison dudit poste à l'éclairage public. 1976.

1 chemise

3. ÉCLAIRAGE PUBLIC

385 Courriers de la Compagnie luxembourgeoise d'électricité relatifs au projet de travaux de restauration de l'éclairage public détruit par faits de guerre et pièces afférentes. 1945-1947.

1 chemise

386 Devis de la Compagnie luxembourgeoise d'électricité relatif à l'établissement de cinq lampes publiques le long du chemin allant du village au point d'arrêt à Lesterny et courriers afférents. 1949.

1 chemise

387 Courriers de la Compagnie luxembourgeoise d'électricité relatifs à l'étude technique et financière relative au projet de travaux d'extension de l'éclairage public et de remplacement d'une armature ordinaire à incandescence. 1960.

1 chemise

388 Correspondance échangée avec les Ateliers de constructions électriques de Charleroi et la Compagnie luxembourgeoise d'électricité relative aux travaux de placement de cinq armatures destinées à l'éclairage public, ainsi qu'au remplacement d'une ferrure par un poteau en béton suite aux travaux de transformation de la maison de M. Ponsard. 1961-1962.

1 chemise

389 Courrier de l'Intercommunale de distribution d'énergie électrique dans la province de Luxembourg (INTERLUX) relatif au projet de travaux de mise en service d'une nouvelle cabine de transformation " route de Forrières " et de la liaison du réseau d'éclairage public avec ladite cabine. 1974.

1 chemise

4. MOYENS DE COMMUNICATION

390 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal autorisant la Société nationale des chemins de fer [vicinaux] à organiser un service public d'autobus entre Mirwart et Jemelle. 1949.

1 pièce

391 Dossier relatif aux travaux exécutés par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) sur le territoire communal. 1950-1974.

1 chemise

393 Dossier relatif aux travaux d'entretien des passages à niveaux

situés sur le territoire communal. 1961-1975.

1 chemise

392

Dossier relatif à l'affiliation de la commune à la Société intercommunale bruxelloise pour la diffusion de la télévision (BRUTÉLÉ) et à l'installation du réseau de télédistribution. 1975-1976.

1 chemise

D. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

394

Courriers de plusieurs particuliers sollicitant une autorisation de bâtir. 1947-1950.

1 chemise

395

Courrier de M. Baucy sollicitant l'autorisation de placer une enseigne lumineuse sur la façade du café " Demarteau " à Lesterny et réponse afférente. 1961.

2 pièces

396

Convention établie avec la SA L'Efficiencce publicitaire relative au placement et à l'utilisation de panneaux publicitaires muraux et sur chevalet sur le territoire communal. 1967-1968.

1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

397 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la suppression des petites écoles rurales. 1963. 1 pièce

398 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la désignation du docteur Duez comme médecin chargé de l'inspection médicale scolaire. 26 octobre 1968. 1 pièce

B. BÂTIMENTS ET ÉQUIPEMENT

399 État des dommages de guerres subis par le mobilier scolaire et liste des travaux restant à exécuter établie par L. Chavon, instituteur. 1947. 2 pièces

400 Dossier relatif au renouvellement du mobilier scolaire de l'école de Lesterny. 1948-1952. 1 chemise

401 Inventaire des bâtiments et terrains scolaires. 1968. 1 chemise

C. PERSONNEL

402 Dossier relatif à la nomination d'instituteurs intérimaires pour remplacer Odon Leboutte, instituteur communal, lors de son service militaire, ainsi qu'à la prise d'un congé de trois ans. 1962-1973. 1 chemise

403 Tableau contenant des renseignements statistiques sur le personnel communal enseignant et assimilé au 30 juin 1966 et courrier de la Direction générale de la tutelle des pouvoirs régionaux et locaux. 1966. 1 chemise

D. FINANCES

405 Dossier relatif aux subsides octroyés aux écoles. 1955-1975. 1 chemise

	406 - 416 COMPTES JUSTIFICATIFS DE L'EMPLOI DES FONDS AFFECTÉS AUX SERVICES DES ÉCOLES. 1964-1974.	
406	1964.	1 pièce
407	1965.	1 pièce
408	1966.	1 pièce
409	1967.	1 pièce
410	1968.	1 pièce
411	1969.	1 pièce
412	1970.	1 pièce
413	1971.	1 pièce
414	1972.	1 pièce
415	1973.	1 pièce
416	1974.	1 pièce
	<i>E. OBLIGATION SCOLAIRE</i>	
417	Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1962-1976.	1 chemise

XIII. SPORTS

418

Courrier du Ministère de la Culture française sollicitant un recensement des installations sportives situées sur le territoire communal et tableau afférent. 1971.

1 chemise

XIV. ÉCONOMIE - SYLVICULTURE

86

Extrait du registre aux délibérations portant règlementation des plantations d'arbres à réaliser sur le territoire communal. 1961.

1 pièce

XV. SOCIAL

A. AIDE SOCIALE

420 Courriers du Ministère de la Prévoyance sociale relatifs à la décision d'octroyer une allocation d'estropié à plusieurs habitants. [1951-1968].

1 chemise

421 - 422 DOSSIERS INDIVIDUELS DE PERSONNES PLACÉES DANS DES INSTITUTIONS ET POUR LESQUELLES LES FRAIS D'ENTRETIEN SONT PRIS EN CHARGE PAR LES POUVOIRS PUBLICS. 1951-1969.

421 Ni. M., 1951-1962.

1 chemise

422 Re. J.-M., 1969.

2 pièces

423 Courrier du Gouvernement provincial relatif à la décision de pourvoir aux frais d'entretien de J.-M. Re. durant son séjour à l'Institut pour sourds-muets et aveugles à Woluwe-Saint-Lambert et réponse afférente. 1954.

1 chemise

B. CHÔMEURS

424 Comptes dressés dans le cadre du paiement des allocations de chômage. 1946-1953.

1 chemise

425 Cartes d'allocations et tableaux présentant la situation familiale de particuliers résidant sur le territoire communal. 1947-1952.

1 chemise

426 Dossier relatif la mise au travail des chômeurs. 1955-1966.

1 liasse

C. PENSIONS

427 Registre d'inscription des ayants droit à la pension de vieillesse majorée. [1957-1970].

1 volume

428 Registre des demandes de prestations relatives aux pensions sociales des travailleurs indépendants. 1964-1976.

1 cahier

-
- 429 Courriers échangés entre l'Office national des pensions pour travailleurs salariés (ONPTS), le bourgmestre et Ch. R. relatifs à une demande introduite par cette dernière tendant à obtenir une pension. 1968.
1 chemise
- 430 Registre des demandes de prestations des pensions sociales des travailleurs salariés, des travailleurs indépendants et aux revenus garantis aux personnes âgées. [1971-1974].
1 cahier
- D. LOGEMENT*
- 431 Courriers du commissaire d'arrondissement et du Ministère de la Santé publique et de la Famille et extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'octroi, à plusieurs particuliers, d'une prime à la construction d'une maison d'habitation ainsi que la possibilité d'acquérir à prix réduit des parcelles de terrain à bâtir. 1952-1958.
1 chemise
- 432 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal et courriers adressés au commissaire d'arrondissement relatifs à la décision d'octroyer une prime communale à l'achat ainsi qu'à la construction d'une habitation. 1961.
1 chemise

XVI. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. GÉNÉRALITÉS

- 433 Convention établie entre la ville de Marche-en Famenne, la Commission d'assistance publique et la commune de Lesterny relative à l'organisation, sur le territoire de cette dernière, du service d'ambulance et des secours en cas d'incendie et à certaines prestations de prévention et courriers afférents. 1951-1959.

1 chemise

B. PERSONNEL

- 434 Dossier relatif à la nomination des membres effectifs et des membres suppléants de la Commission d'assistance publique. 1947-1971.

1 chemise

- 435 Extraits du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique relatifs à la fixation du traitement et des allocations de programmation sociale d'Amand Mareschal et Omer Mareschal, secrétaire-receveur, et courriers du commissariat de l'arrondissement. 1947-1975.

1 chemise

- 436 Extrait du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique relatif à la fixation du volume des prestations du receveur. 1959.

1 pièce

- 437 Extraits du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique relatifs à la nomination du président et à l'installation de ses membres et courrier adressé au gouverneur de la province. 1971.

1 chemise

- 438 Extrait du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique relatif à la nomination d'Omer Mareschal à la fonction de secrétaire. 1972.

1 chemise

C. FINANCES

- 439 439 - 455 COMPTES ANNUELS. 1946-1975.
1946.

1 cahier

440	1951.	1 cahier
441	1952.	1 pièce et 1 cahier
442	1953.	1 pièce et 1 cahier
443	1954.	1 pièce et 1 cahier
444	1955.	1 pièce et 1 cahier
445	1959.	1 cahier
446	1960.	1 cahier
447	1961.	1 cahier
448	1962.	1 cahier
449	1969.	1 pièce
450	1970.	1 chemise
451	1971.	1 chemise
452	1972.	1 chemise
453	1973.	1 cahier
454	1974.	1 cahier
455	1975.	1 cahier

456	456 - 480 BUDGETS ANNUELS. 1947-1976. 1947.	1 cahier
457	1950.	1 cahier
458	1951.	1 cahier
459	1952.	1 cahier
460	1953.	1 cahier et 1 pièce
461	1954.	1 chemise
462	1955.	1 cahier
463	1957.	1 cahier
464	1960.	1 chemise
465	1961.	1 cahier et 1 pièce
466	1962.	1 cahier et 1 pièce
467	1963.	1 chemise
468	1964.	1 cahier
469	1965.	1 cahier
470	1966.	1 cahier et 1 pièce
471	1967.	

		1 cahier
472	1968.	1 cahier
473	1969.	1 cahier et 1 pièce
474	1970.	1 cahier
475	1971.	1 chemise
476	1972.	1 cahier
477	1973.	1 chemise
478	1974.	1 chemise
479	1975.	1 chemise
480	1976.	1 cahier et 1 pièce
481	Procès-verbal de vérification de caisse. 1949.	1 pièce
	482 - 485 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1951-1971.	
482	1951.	1 chemise
483	1952.	1 chemise
484	1953.	1 chemise
485	1971.	1 chemise
486	Compte de fin de gestion rendu par Amand Mareschal receveur de	

la Commission d'assistance publique envers son successeur, Guy Goffin, receveur régional. 1972.

1 cahier

487

Grand-livre des recettes et des dépenses de l'année 1975. 1975.

1 cahier

D. EXÉCUTION DES TÂCHES

488

Dossier relatif à l'intervention des pouvoirs publics dans les frais d'entretien d'administrés hospitalisés. 1946-1976.

1 chemise

XVII.FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE SAINTE-MARGUERITTE

A. PERSONNEL

489 Extraits du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique et pièces relatives aux traitements du personnel d'église. 1968-1972.
1 chemise

B. PATRIMOINE

490 Dossier relatif à l'échange d'un terrain appartenant à la Fabrique d'église sis au lieudit " chemin de Bure " contre la parcelle située au lieudit de " Rond chenet " appartenant à Louis Rondeaux. 1952-1953.
1 chemise

491 Extrait du registre aux délibérations du Conseil de la Fabrique et procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo relatifs à l'échange d'une parcelle de terrain appartenant à la Fabrique d'église, sise au lieudit " Bonnemet ", contre une parcelle de terrain située au lieudit " Courtaille " appartenant à Jules Mareschal-Bentz. 1954.
2 pièces

C. FINANCES

492 492 - 519 COMPTES ANNUELS. 1934-1975.
1934.
1 cahier

493 1935.
1 cahier

494 1946.
1 cahier

495 1947.
1 cahier

496 1948.
1 cahier

497 1949.
1 cahier

498 1950.
1 cahier

499	1951.	1 cahier
500	1952.	1 cahier
501	1953.	1 cahier
502	1954.	1 cahier
503	1955.	1 cahier
504	1956.	1 cahier
505	1957.	1 cahier
506	1958.	1 cahier
507	1960.	1 cahier et 1 pièce
508	1964.	1 cahier
509	1965.	1 cahier
510	1966.	1 cahier
511	1967.	1 cahier
512	1968.	1 cahier
513	1969.	1 cahier
514	1970.	1 cahier et 1 pièce

515	1971.	1 cahier
516	1972.	1 cahier
517	1973.	1 cahier
518	1974.	1 cahier
519	1975.	1 cahier
520	520 - 546 BUDGETS ANNUELS. 1934-1977. 1934.	1 cahier
521	1935.	1 cahier
522	1946.	1 cahier
523	1947.	1 cahier
524	1948.	1 cahier
525	1949.	1 cahier
526	1950.	1 cahier
527	1951.	1 cahier
528	1952.	1 cahier
529	1953.	1 cahier
530	1954.	1 cahier

		1 cahier
531	1955.	1 cahier
532	1956.	1 cahier
533	1957.	1 cahier
534	1958.	1 cahier
535	1966.	1 cahier
536	1967.	1 cahier
537	1968.	1 cahier
538	1969.	1 cahier
539	1970.	1 cahier
540	1971.	1 cahier
541	1972.	1 cahier et 1 pièce
542	1973.	1 cahier
543	1974.	1 cahier
544	1975.	1 cahier
545	1976.	1 cahier
546	1977.	1 cahier

